

L'évaluation des politiques agricoles et alimentaires : quelques publications récentes



Plusieurs publications récentes, tant en France qu'à l'international, abordent la question de l'évaluation des politiques agricoles et alimentaires, enjeu majeur pour la recherche comme pour les pouvoirs publics.

En France, le premier [rapport d'évaluation in itinere](#) du programme d'investissements « France 2030 » accorde une attention particulière aux thématiques agricoles et alimentaires. Dans l'ensemble, les évaluateurs considèrent que les projets soutenus sur ces thématiques sont faiblement innovants et peu susceptibles d'engendrer des transformations systémiques. Pour pallier cela, ils recommandent de concentrer les moyens financiers sur quelques partenariats ciblés et ambitieux, avec de grandes coopératives agricoles. Considérant par ailleurs qu'une transformation du système alimentaire nécessite une évolution de la consommation, ils appellent à travailler sur la demande des ménages, sans toutefois apporter de précisions sur les approches à mobiliser pour cela.

Au niveau européen, un [rapport de la Cour des comptes](#) évalue l'action de l'Union en faveur d'une gestion durable des sols, en se focalisant sur la Politique agricole commune (PAC) et la directive nitrates. Les auteurs montrent qu'en raison de normes peu ambitieuses, de dérogations nombreuses et d'un mauvais ciblage, l'effet de ces politiques est très limité. Par exemple, la conditionnalité des aides de la PAC est trop peu exigeante pour avoir des effets tangibles sur la gestion des sols et des effluents. Elle serait pourtant un levier intéressant dans la mesure où elle couvre la quasi-totalité de la surface agricole utilisée européenne. Les auteurs montrent aussi que la suppression des quotas laitiers, en 2015, en favorisant la concentration du cheptel dans certaines régions, a eu des effets néfastes sur la santé des sols.

À l'échelle plus internationale, [un ouvrage](#) coordonné par Simone Buseti, professeur à l'université de Teramo (Italie), s'intéresse à l'efficacité des politiques de lutte contre le gaspillage alimentaire. L'action de plusieurs pays en la matière est analysée : France, Italie, Roumanie, Japon, Chine, États-Unis. Des bonnes pratiques sont identifiées et rassemblées dans le chapitre final : mieux prendre en compte la complexité du sujet et son interaction avec d'autres politiques publiques ; mobiliser des outils complémentaires (incitation, réglementation, information) ; veiller aux effets inattendus ; etc.

Pour terminer, signalons un [ouvrage](#) consacré aux programmes étatsuniens de soutien à une alimentation saine à destination des populations défavorisées (à faibles revenus ou issues des minorités). La dernière partie est consacrée au suivi et à l'évaluation de ces programmes, avec en particulier un chapitre qui propose un tour d'horizon des méthodes existantes, tout en montrant la difficulté qu'il peut y avoir à les mettre en œuvre.

Mickaël Hugonnet
Centre d'études et de prospective
MASA
mickael.hugonnet@agriculture.gouv.fr